

Insee Conjoncture

Réunion



N°3

Juin 2017

Bilan économique 2016

La croissance s'installe

Les différentes analyses de ce bilan économique 2016 ont été rédigées par l'Insee ainsi que par les organismes suivants : Daaf Réunion ; Deal Réunion, Dieccte Réunion ; Agence IEDOM Réunion ; Statistics Mauritius.



Comptes rapides pour l'Outre-mer (Cerom)

Les comptes économiques rapides de La Réunion sont construits dans le cadre du projet tripartite Comptes rapides pour l'Outre-mer (Cerom) entre l'Insee, l'AFD, et l'IEDOM. Ils reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

Avant-propos

Chaque année, l’Insee vous propose un Bilan économique de l’année écoulée mettant en perspective les faits et chiffres marquants de la conjoncture régionale au regard des grandes tendances dressées dans le Bilan conjoncturel annuel national.

Inscrit dans la collection « Insee Conjoncture », cet éclairage conjoncturel annuel, utile au débat local et à la décision publique, est mené simultanément dans toutes les régions françaises. Il complète ainsi les tableaux d’indicateurs régionaux diffusés régulièrement autour des thèmes du marché du travail, de l’emploi, des entreprises et du tourisme.

Comme à l’accoutumée, la réalisation de ce travail est pilotée et coordonnée par l’Insee. Cette année ont contribué la Daaf (Direction de l’Alimentation, de l’Agriculture et de la Forêt), la Deal (Direction de l’Environnement, de l’Aménagement et du Logement), la Dieccte (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l’emploi), l’Iedom (Institut d’Émission des Départements d’Outre-mer) et le Statistic Mauricius.

Ce diagnostic partagé résulte de la mise en commun des analyses des rédacteurs, experts de leur domaine. Qu’ils soient tous vivement remerciés de cette précieuse collaboration au service d’une meilleure connaissance de l’économie de la région et de ses enjeux.

Valérie ROUX

Directrice régionale de l’Insee La Réunion - Mayotte

Sommaire

Avant-propos	3	Logement	22
Économie régionale	6	La construction de logements peine à redémarrer	
La croissance s'installe		<i>Audrey Besnard et Claire Grangé, Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Deal)</i>	
<i>Antonin Creignou, Bérangère Duplouy, Insee</i>			
Consommation-revenus	8	Fréquentation hôtelière	24
Une croissance sans inflation qui profite au pouvoir d'achat		La fréquentation hôtelière augmente de 13 % en 2016	
<i>Antonin Creignou, Bérangère Duplouy, Insee</i>		<i>Nathalie Poleya et Bourahima Ali Hadhurami, Insee</i>	
Prix	10	Transports	26
Des prix quasiment stables en 2016		En 2016, les trafics aérien et maritime restent dynamiques	
<i>Nathalie Stéphan, Insee</i>		<i>Sébastien Ajir, Insee</i>	
Commerce extérieur	12	Système bancaire	28
Rebond du commerce extérieur		Une activité bancaire solide en 2016	
<i>Antonin Creignou, Insee</i>		<i>Service « Études et suivi des établissements de crédit », agence IEDOM de La Réunion</i>	
Emploi salarié marchand	14	Cadragre national et international	30
Tous les secteurs créent de l'emploi à l'exception de la construction		L'économie française accélère à peine en 2016	
<i>Philippe Paillote, Insee</i>		<i>Clément Bortoli, Division Synthèse conjoncturelle (Insee)</i>	
Marché du travail	16	Maurice	32
La demande d'emploi se stabilise quasiment en 2016		La croissance mauricienne reste soutenue	
<i>Maurice Colliez, Direction régionale des entreprises et de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de La Réunion (Diecect)</i>		<i>Meethoo Jawahir, Statistics Mauritius</i>	
Démographie des entreprises	18	Océan Indien	34
Reprise des créations d'entreprises en 2016		Ralentissement de la croissance dans la zone océan Indien	
<i>Claude Touzet, Nathalie Poleya, Insee</i>		<i>Sébastien Seguin, Insee</i>	
Agriculture	20	Définitions	36
Les revenus agricoles poursuivent leur progression en 2016			
<i>Nicolas Cambronne, Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (Daaf)</i>			

La croissance s'installe

En 2016, la croissance s'installe et se diffuse à La Réunion pour la troisième année consécutive : le produit intérieur brut progresse de + 3,1 % en volume après + 2,8 % en 2015 et + 3,1 % en 2014. La consommation des ménages et l'investissement sont particulièrement dynamiques, tandis que les dépenses de consommations des administrations ralentissent. En contrepartie, les importations progressent fortement (+ 6,4 % en volume). Le solde du commerce extérieur pèse ainsi sur la croissance malgré le rebond des exportations (+ 6,3 %).

Antonin Creignou, Bérangère Duploux, Insee

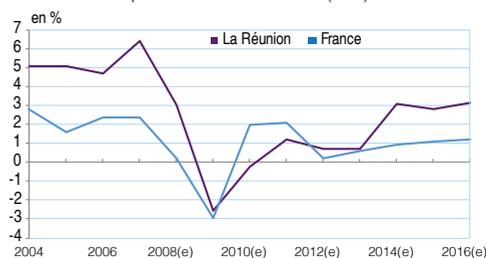
Le produit intérieur brut (PIB) de La Réunion progresse de 3,1 % en volume en 2016 (*définitions*). Cette augmentation installe ainsi l'économie réunionnaise dans un rythme de croissance annuel d'environ 3 % depuis maintenant trois ans (+ 2,8 % en 2015 après + 3,1 % en 2014) (*figure 1*). Cette croissance s'accompagne d'une inflation quasi nulle : les prix du PIB sont stables en 2016 (+ 0,0 %), après un léger recul en 2015 (- 0,2 %). Les prix à la consommation des ménages reculent légèrement pour la deuxième année consécutive (- 0,2 %) : ils soutiennent ainsi le pouvoir d'achat.

Le PIB par habitant progresse de 2,5 % en volume après + 2,3 % en 2015. Il s'établit ainsi à 21 290 euros, soit 64 % du niveau national.

En France, la croissance accélère légèrement en 2016 : le PIB progresse de 1,2 % en volume après + 1,1 % en 2015. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011. La demande intérieure accélère nettement, portée par les ménages. Soutenue par une croissance inédite de leur pouvoir d'achat depuis 2007, la consommation des ménages gagne en dynamisme (+ 2,3 % après + 1,4 %). Leur investissement rebondit

après plusieurs années de repli (+ 2,4 % après - 2,1 %). Du côté de la demande publique, la consommation des administrations françaises accélère légèrement (+ 1,3 % après + 1,1 %), tandis que leur investissement cesse quasiment de diminuer (- 0,1 % après - 3,0 %). Enfin, l'investissement des entreprises non financières accélère un peu plus encore (+ 3,6 % après + 3,1 %).

1 Le PIB progresse de 3,1 % en volume
Évolution du produit intérieur brut (PIB) en volume



(e) : estimation.

Source : Insee, comptes nationaux (base 2010) ; Insee, comptes régionaux définitifs jusqu'en 2007 (base 2005) ; Cerom, comptes rapides (2008-2016).

Forte hausse de la demande intérieure privée

À la Réunion, la consommation des ménages continue de soutenir nettement la croissance

en 2016 (figure 2). Elle progresse de 3,4 % en volume après + 3,2 % en 2015 et + 2,7 % en 2014. Le revenu disponible brut des ménages progresse en effet fortement (+ 3,3 %) : les salaires versés continuent d'augmenter en 2016 tandis que les prestations sociales rebondissent. Cette croissance des revenus des ménages s'accompagne d'une stabilité de l'indice des prix à la consommation (+ 0,1 %). Le pouvoir d'achat des ménages augmente ainsi de 3,2 %, soit sa plus forte progression depuis 2007.

Depuis son rebond en 2014, l'investissement reste bien orienté à La Réunion. En 2015, il avait légèrement ralenti (+ 4,1 % en volume) mais il repart nettement à la hausse en 2016 (+ 6,1 %). Contrairement à la reprise de 2014, dopée par le démarrage des travaux de la Nouvelle route du littoral (NRL), la dynamique de l'investissement semble cette fois s'être diffusée à l'ensemble de l'économie. En témoignent les importations de biens d'équipements et de biens de consommation durables qui progressent respectivement de 11 % et 8,4 % en valeur. Seule une partie de ces biens importés est destinée au chantier de la NRL.

Néanmoins, la dynamique de la consommation des ménages et de l'investissement a pour contrepartie une forte hausse des importations en volume : + 6,4 % en 2016, ce qui pèse négativement sur la croissance du PIB.

Ralentissement de la consommation des administrations publiques

Après trois années de croissance soutenue, les dépenses de consommation des administrations publiques ralentissent en 2016. Elles passent de + 2,3 % en 2014 et 2015 à + 1,6 % en 2016 en

volume. Les dépenses des collectivités locales continuent de progresser à un rythme soutenu alors que celles de l'État ralentissent nettement.

Les exportations repartent à la hausse (+ 6,3 % en volume) mais contribuent peu à la croissance car les montants exportés restent faibles. Elles sont tirées par les trois produits phares que La Réunion exporte : le sucre, le rhum et le poisson.

2 Forte progression de la consommation des ménages

Le produit intérieur brut (PIB) à La Réunion et ses principales composantes

	2016(e) en milliards d'euros	Évolution 2015/2016		
		Volume	Prix	Valeur
		en %		
Produit Intérieur Brut	18,12	3,1	0,0	3,1
Consommation des ménages	11,75	3,4	- 0,2	3,2
Consommation des administrations publiques	6,97	1,6	- 0,1	1,5
Investissement	3,76	6,1	- 0,6	5,5
Importations	5,03	6,4	- 2,5	3,7
Exportations	0,44	6,3	- 1,7	4,6

(e) : estimation.

Source : Cerom, comptes rapides.

Nouvelle embellie sur le marché du travail

Conséquence de la croissance qui s'installe depuis trois ans, le marché du travail poursuit sa rémission. L'emploi salarié marchand augmente ainsi pour la troisième année consécutive. En 2016, à La Réunion, le **taux de chômage au sens du Bureau international du travail** baisse de 1,7 point. Il atteint un niveau historiquement bas à 22,4 % de la population active. Cette baisse est due pour moitié à la baisse de la population active (- 4000 personnes), sur fond de recul de l'activité féminine, et pour moitié à la hausse de l'emploi (+ 3000). ■

Une croissance sans inflation qui profite au pouvoir d'achat

En 2016, le revenu disponible brut des ménages s'accroît de 3,3 % en valeur sous l'effet d'une hausse conjuguée des salaires et des prestations sociales. En raison de la très faible inflation, cette augmentation se traduit par un gain de pouvoir d'achat : + 3,2 %. Dans un contexte de hausse de l'emploi, le chômage baisse et le montant des salaires versés progresse (+ 3,0 %). Pourtant, les prestations sociales continuent d'augmenter (+ 4,5 %). En effet, la prime d'activité instaurée en 2016 et les nouvelles dispositions de la convention d'assurance chômage 2014-2016 dynamisent le pouvoir d'achat.

Antonin Creignou, Bérangère Duploux, Insee

En 2016, le **revenu disponible brut des ménages** (RDBM) progresse en valeur de 3,3 % à La Réunion (*définitions, figure 1*). Les prix repartent très légèrement à la hausse, après un léger recul en 2015. Ainsi, le RDBM s'accroît de 3,2 % en volume, ce qui correspond à l'augmentation du pouvoir d'achat total à La Réunion.

1 Le pouvoir d'achat des Réunionnais augmente plus vite qu'en France

Évolution du revenu disponible des ménages entre 2015 et 2016

	Total		Par habitant	
	en valeur	en volume	en valeur	en volume
	en %		en %	
La Réunion (e)	3,3	3,2	2,8	2,7
France	1,7	1,8	1,3	1,4

(e) : estimation

Sources : Insee, Comptes Nationaux (base 2010) ; Cerom - Comptes rapides.

Le pouvoir d'achat individuel des Réunionnais s'accroît également à un rythme soutenu, deux

fois supérieur à celui observé au niveau national (+ 2,7 % contre + 1,4 %) (*figure 2*). En 2016, il s'élève à 17 300 euros par habitant sur l'île, soit 84 % du niveau national. Si le rattrapage se poursuit, le pouvoir d'achat des Réunionnais accuse toujours un retard d'une dizaine d'années.

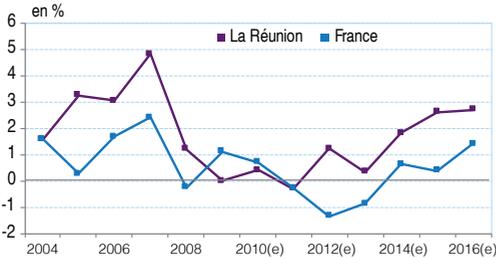
Une masse salariale dynamique

La masse salariale représente plus des deux tiers des revenus des Réunionnais, soit 9,9 milliards d'euros en 2016. Elle augmente de 3,0 %, au même rythme que l'an passé, grâce à une hausse conjointe de l'emploi et des salaires versés. La hausse est plus forte dans le secteur marchand (+ 3,6 %). Dans le secteur public, la masse salariale versée progresse de façon plus modérée (+ 1,9 %).

La masse salariale progresse dans quasiment tous les secteurs d'activité marchands. C'est dans le secteur de l'hébergement et de la restauration

2 La croissance s'accompagne d'une hausse du pouvoir d'achat individuel

Évolution du revenu disponible brut en volume par habitant



(e) : estimation

Sources : Insee, Comptes Nationaux (base 2010) ; Cerom - Comptes rapides.

que la hausse est la plus marquée (+ 8,8 %). En effet, l'ouverture de nouveaux hôtels a induit une forte croissance du nombre de chambres, générant des besoins supplémentaires en main-d'œuvre.

Un impact conséquent de la prime d'activité

Deuxième source de revenu des Réunionnais, les prestations sociales en nature (allocations logement et remboursements de sécurité sociale) progressent très modérément en 2016 (+ 0,6 %).

En revanche, malgré la hausse de l'emploi marchand (+ 1,6 %) et la baisse du chômage (- 1,7 point), les prestations sociales en espèces augmentent fortement : + 4,5 % en 2016. Ainsi, 147 millions d'euros de prestations supplémentaires sont versées en 2016, ce qui contribue pour un tiers à l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages. Cette forte progression a deux causes principales : la mise en place de la prime d'activité et l'évolution du dispositif d'indemnisation des chômeurs.

Ainsi, sous l'effet des 130 millions d'euros versés au titre de la prime pour l'activité, les montants versés par la CAF (hors logement) augmentent de 5,2 %. Cette prime d'activité est une aide financière complétant les revenus d'activité professionnelle. Elle vise à encourager l'activité et à soutenir le pouvoir d'achat des travailleurs aux ressources modestes. Elle remplace au 1^{er} janvier 2016 le RSA « Activité » et la Prime pour l'emploi.

Par ailleurs, les versements au titre de l'assurance chômage augmentent de 10 % en 2016 pour s'établir à 532 millions d'euros, en lien avec la progression du nombre de bénéficiaires de l'assurance chômage (+ 11 %). Cette hausse s'explique par les nouveaux droits ouverts par la convention d'assurance chômage 2014-2016 aux demandeurs d'emploi ayant déjà travaillé.

Enfin, le montant des retraites versées progresse légèrement (+ 2,0 %).

La consommation des ménages porte la croissance réunionnaise

Les dépenses de consommation constituent le moteur principal de la croissance réunionnaise. La hausse du pouvoir d'achat des ménages se traduit par une augmentation des importations (+ 6,4 % en volume). En 2016, les ménages ont acheté davantage de biens d'équipement importés (véhicules automobiles, équipements de communication, etc.), de biens de consommation durable (meubles, appareils ménagers, etc.) et de biens de consommation non durable (denrées alimentaires, textile, etc.). ■

Des prix quasiment stables en 2016

A La Réunion, les prix à la consommation des biens et services augmentent en moyenne de 0,1 % en 2016 (+ 0,2 % en France). La hausse des prix des services (+ 1,1 %) est compensée par la baisse des prix de l'énergie (- 4,9 %). Par ailleurs, les prix restent quasiment stables dans l'alimentation (+ 0,2 %) et les produits manufacturés (- 0,1 %).

Nathalie Stéphan, Insee

En 2016, à La Réunion, les prix à la consommation des biens et services augmentent en moyenne de 0,1 %, après avoir reculé de 0,3 % en 2015. En France (hors Mayotte), l'inflation est de 0,2 % (figure 1). La hausse des prix à La Réunion est principalement liée à l'augmentation des prix des services. Ils contribuent pour 0,5 point à la hausse des prix (figure 2).

À l'opposé, la baisse des prix de l'énergie pèse négativement sur l'inflation (- 0,3 point). Les prix des autres grands postes que sont l'alimentation, les produits manufacturés et le tabac sont quasiment stables et n'influencent pas l'inflation en 2016.

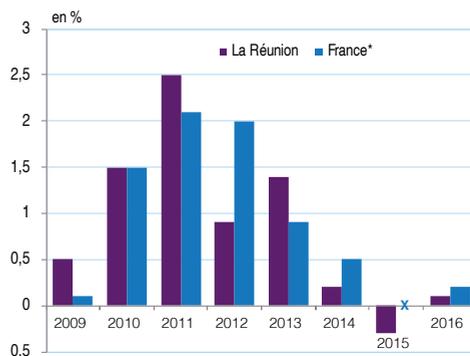
Accélération des prix des services

Les services représentent 47 % des dépenses des Réunionnais. Leurs prix continuent d'augmenter : + 1,1 % après + 0,3 % en 2015. En France, les prix des services progressent de 0,9 %.

La hausse des prix des services est portée par l'augmentation des prix des « Autres services » (+ 1,8 %), avec notamment la forte hausse des prix des services de réparation d'appareils d'électroménager (+ 6,4 %) et des prix des services d'hébergement hors loyers (+ 4,0 %).

1 Les prix augmentent très légèrement en 2016

Variation des prix en moyenne annuelle



(*) : hors Mayotte

Source : Insee, indices des prix à la consommation.

Les prix des loyers et services rattachés augmentent également de 1 %.

À l'inverse, les prix des services de transports diminuent de 1 % avec notamment une baisse des prix des transports aériens (- 0,4 %). Les prix des services de communication diminuent également de 0,8 %, entraînés essentiellement par la baisse des prix du matériel de téléphonie (- 5,7 %) et des services de communication de téléphonie (- 1,0 %).

2 Les services contribuent à la hausse des prix en 2016

Évolution des indices des prix en moyennes annuelles et contributions à l'inflation

	Pondérations	Évolution des moyennes annuelles 2015/2016		Contributions à l'inflation à La Réunion en 2016
		La Réunion	France*	
		en %		en points
Ensemble	10 000	0,1	0,2	0,1
Alimentation hors tabac	1 644	0,2	0,6	0,0
Tabac	168	0,0	0,1	0,0
Produits manufacturés	2 798	- 0,1	- 0,5	0,0
Habillement et chaussures	507	0,2	0,1	0,0
Produits de santé	360	- 1,6	- 3,0	- 0,1
Autres produits manufacturés	1 931	- 0,1	- 0,1	0,0
Énergie, dont :	642	- 4,9	- 2,8	- 0,3
Produits pétroliers	464	- 8,1	- 5,4	- 0,4
Services	4 748	1,1	0,9	0,5
Loyer et services rattachés	906	1,0	0,6	0,1
Services de santé	968	0,1	0,2	0,0
Services de transports	256	- 1,0	- 1,5	0,0
Services de communication	374	- 0,8	2,0	0,0
Autres services	2 244	1,8	1,3	0,4
Ensemble hors énergie	9 358	0,5	0,5	0,4
Ensemble hors tabac	9 832	0,1	0,2	0,1

(*) : hors Mayotte

Source : Insee, indices des prix à la consommation.

Très faible hausse des prix de l'alimentation

Les prix de l'alimentation augmentent peu et moins qu'en 2015 (+ 0,2 % après + 0,5 % en 2015). L'alimentation ne contribue pas de façon significative à l'inflation en 2016. En France, les prix de l'alimentation s'accroissent de 0,6 %.

Nouvelle baisse des prix de l'énergie

En 2016, les prix de l'énergie diminuent encore, mais moins qu'en 2015 (- 4,9 % après - 6,9 %), du fait d'une baisse plus modérée des prix des produits pétroliers (- 8,1 % après - 11,6 %). Le prix des litres de gazole et de supercarburant diminuent respectivement de 5,4 % et de 4,2 %. Le tarif de la bouteille de gaz est également en retrait de 8,6 %. À l'inverse, le prix de l'électricité est en hausse de 2,8 %.

En France, les prix de l'énergie diminuent également mais moins fortement (- 2,8 %), entraînés par la baisse des prix des produits pétroliers (- 5,4 %).

Quasi-stabilité des prix des produits manufacturés et du tabac

Les prix des produits manufacturés baissent très légèrement en 2016 (- 0,1 %), après avoir été stables en 2015. Ils pèsent pour un peu plus du quart des dépenses des Réunionnais. En France, les prix des produits manufacturés diminuent davantage (- 0,5 %).

La baisse concerne essentiellement les produits de santé (- 1,6 %), notamment les produits pharmaceutiques (- 4,4 %) et les produits médicaux divers (- 4,1 %). En revanche, les prix de l'habillement et des chaussures se redressent légèrement (+ 0,2 % après - 2,4 % en 2015).

Les prix du tabac sont quant à eux stables en 2016, après + 0,1 % en 2015. En France, le tabac est en hausse de 0,1 %. ■

Rebond du commerce extérieur

Le commerce extérieur est plus dynamique en 2016. Malgré une baisse des prix de l'énergie, les importations hors avions progressent de 3,8 %. À ces importations, s'ajoute l'achat de quatre avions Boeing par Air Austral. Soutenues par la hausse des exportations de sucre, de poissons et de rhum, les exportations réunionnaises s'accroissent de 7,1 %. Si la France métropolitaine reste le principal partenaire commercial de La Réunion, les liens avec l'Union européenne et Madagascar se renforcent pour les exportations.

Antonin Creignou, Insee

Les importations de La Réunion ont augmenté fortement en 2016 : hors avions lourds, l'île a ainsi importé pour 4,9 milliards d'euros de biens soit 3,8 % de plus qu'en 2015 (*figure 1*). Dans le même temps, *Air Austral* a acheté quatre avions pour 800 millions d'euros. Par ailleurs, la mégabarge *Zourite* (75 millions d'euros) utilisée pour la Nouvelle route du littoral (NRL) n'est pas comptée dans les importations (admission temporaire).

Comme en 2015, ce sont les biens d'équipement (30 % des importations) qui dynamisent les importations (+ 11 %). Ainsi, les importations de véhicules automobiles (+ 11 %), de machines en partie pour la NRL, d'instruments à usage médical (+ 13 %) et d'équipements de communication (+ 15 %) augmentent. Trois grossistes se partagent le marché afin de garantir l'approvisionnement des pharmacies. L'un d'eux a investi pour améliorer sa gestion des stocks, ce qui explique notamment la hausse des importations d'instruments à usage médical. En 2016, les importations de biens de consommation durables tels que les meubles ou les appareils ménagers sont également dynamiques (+ 8,4 %). En revanche, les importations d'énergie continuent de reculer (- 15 %) du fait d'une forte baisse des prix

1 Les importations (hors avions) augmentent de 3,8 % en 2016

Répartition des importations et exportations de La Réunion en 2016

	2016 millions d'euros	Part en %	Évolution 2016/2015 en %
Ensemble des importations (hors avions)	4 851	100,0	3,8
Biens de consommation non durables	1 542	31,8	4,2
Biens d'équipement	1 464	30,2	10,8
Biens intermédiaires	999	20,6	0,9
Énergie	394	8,1	- 14,6
Biens de consommation durables	288	5,9	8,4
Produits agricoles, sylvicoles	105	2,2	- 0,3
Autres produits	58	1,2	21,7
Ensemble des exportations	315	100,0	7,1
Biens de consommation non durables	195	62,0	9,5
Biens d'équipement	55	17,5	- 4,8
Biens intermédiaires	29	9,2	20,1
Biens de consommation durables	4	1,3	- 30,4
Autres produits	31	10,0	12,3

Source : Douanes.

(- 24 %). Toutefois, les volumes d'énergie importés progressent de 3 %.

Représentant 21 % des importations, l'importation des biens intermédiaires (textile, matières premières, etc.) est stable en 2016 (+ 1 %).

Plus de marchandises en provenance de métropole

En 2016, les biens importés proviennent encore plus majoritairement de métropole (61 % soit + 3 points en deux ans) (figure 2). La Réunion y achète plus d'automobiles, de denrées alimentaires, de textile et de produits pharmaceutiques.

Avec 6 % des importations, la Chine est désormais le deuxième fournisseur de La Réunion. Ses ventes progressent de 7 %, portées par une hausse des importations de meubles, d'appareils ménagers, d'équipements de communication et d'ordinateurs.

L'Union européenne livre 14 % des biens importés, avec comme principaux fournisseurs l'Allemagne, l'Italie, la Belgique et l'Espagne. Les importations d'Italie augmentent de 18 % en 2016, à la suite de l'achat de machines (en lien avec la NRL).

Les îles voisines et l'Afrique restent en retrait parmi les fournisseurs de La Réunion. Les importations originaires de ces pays proches continuent de diminuer en 2016.

Une forte hausse des exportations de sucre et de rhum

Représentant 315 millions d'euros, le montant des exportations réunionnaises augmente de 7,1 %. Les ventes de sucre, qui comptent pour un quart des exportations réunionnaises, augmentent de 13 % (77 millions d'euros). Les exportations de poissons augmentent également (+ 3 %) et représentent un cinquième des exportations totales (64 millions d'euros). Enfin, les exportations de rhum augmentent fortement (+ 19 %, soit 18 millions d'euros).

La France métropolitaine reste le premier client de La Réunion et pèse pour plus d'un tiers dans les exportations (en croissance de + 6 % par rapport

2 La France métropolitaine demeure le principal client et fournisseur

Répartition des importations et exportations de La Réunion en 2016

	2016	Part	Évolution
	millions d'euros	en %	2016/2015 en %
Ensemble des importations	4 851	100,0	3,8
France métropolitaine	2 936	60,5	5,8
Asie	846	17,4	- 4,6
UE (hors France)	682	14,1	6,3
Afrique	105	2,2	- 6,2
Îles océan Indien ¹	47	1,0	- 10,1
Reste du monde	234	4,8	14,4
Ensemble des exportations	315	100,0	7,1
France métropolitaine	113	35,8	5,6
UE (hors France)	69	22,0	19,7
Asie	60	19,0	1,2
Îles océan Indien ¹	50	15,8	13,3
Amérique du Nord	10	3,2	12,3
DOM (hors Mayotte)	1	0,2	- 27,5
Reste du monde	12	4,0	- 22,0

1. Mayotte, Madagascar, Maurice, Comores, Seychelles.

Source : Douanes.

à 2015). L'Asie, qui achète 19 % des exportations, cède sa place de deuxième client aux autres États de l'Union européenne. En effet, les exportations vers ces États augmentent fortement (+ 20 % entre 2015 et 2016), renforçant les liens commerciaux (22 % des exportations, contre 20 % en 2015). L'Italie contribue fortement à cette dynamique en achetant 7 % des exportations, essentiellement du sucre. L'Espagne et l'Allemagne restent les deux autres principaux clients européens.

Soutenues par Madagascar et Mayotte, 16 % des exportations sont à destination des îles voisines de l'océan Indien. Après une baisse du commerce avec Madagascar, liée à l'instabilité politique entre 2013 et 2016, les exportations repartent très fortement à la hausse (+ 66 %). Madagascar devient ainsi, à l'échelle des États, le deuxième client de La Réunion (7 % des exportations). La Réunion y vend principalement de l'alimentation pour animaux, destinée notamment aux élevages de crevettes. ■

Tous les secteurs créent de l'emploi à l'exception de la construction

En 2016, l'emploi salarié marchand poursuit la reprise amorcée en 2014, mais la hausse est deux fois moins forte qu'en 2015 (+ 1,6 % après + 3,3 %). Le commerce et l'industrie sont les secteurs moteurs de cette reprise, tandis que l'emploi progresse plus modérément dans les services. La construction est le seul grand secteur dont les effectifs baissent.

Philippe Paillole, Insee

En 2016, l'emploi salarié marchand augmente à La Réunion pour la troisième année consécutive, mais deux fois moins qu'en 2015 (+ 1,6 % contre + 3,3 % en 2015) (*avertissements*). À l'exception de la construction, les effectifs salariés de tous les grands secteurs augmentent. Ainsi, après avoir baissé de 2,9 % entre 2011 et 2013, l'emploi retrouve une dynamique forte depuis 2013 (*figure 1*).

Le commerce et l'industrie portent la croissance de l'emploi

Le commerce est le secteur où l'emploi progresse le plus en 2016 : + 2,5 % après + 0,3 % en 2015 (*figure 2*). Cette progression se concentre fortement au 4^e trimestre (+ 1,8 %).

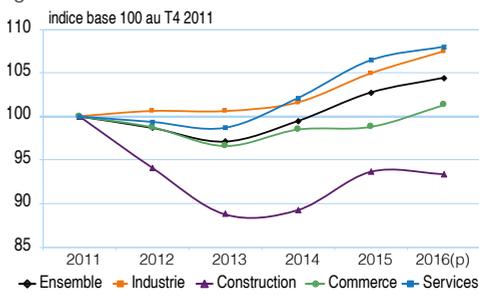
L'emploi continue de croître à un rythme élevé dans l'industrie (+ 2,4 %, après + 3,3 % en 2015), soutenu par l'agroalimentaire (+ 2,9 %) et la fabrication des autres produits industriels (+ 3,2 %).

La dynamique de l'emploi dans les services est moins forte

Dans les services principalement marchands, l'emploi continue de progresser, mais à un rythme trois fois inférieur à celui de 2015 (+ 1,5 % après + 4,2 %). Malgré tout, les services conservent

1 Confirmation du redémarrage dans l'industrie

Emploi salarié marchand par secteur en glissement annuel



p. données provisoires

Source : Insee, Estimations d'emploi.

leur rôle moteur dans l'économie régionale. Ils regroupent plus de la moitié des effectifs : la hausse de 1,5 % se traduit donc par un nombre élevé d'emplois créés. De plus, depuis 2011, leurs effectifs ont augmenté de 8,0 %.

Les activités de services administratifs et de soutien aux entreprises (+ 5,8 %), et notamment l'intérim (+ 12,8 %), contribuent comme en 2015 le plus à l'augmentation de l'emploi dans les services.

L'emploi dans l'hébergement et la restauration augmente fortement en 2016 (+ 7,0 %), comme en 2015 (+ 8,3 %).

2 L'embellie dans l'hébergement-restauration se confirme

Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur à La Réunion

	Variations 2016 au cours du :				Poids de l'emploi au T4 2016	Glissement annuel	
	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre(p)	4 ^e trimestre(p)		2014/2015	2015/2016
	en %				en %	en %	
Ensemble	0,2	0,7	0,8	- 0,1	100,0	3,3	1,6
Industrie, dont	0,7	0,0	2,5	- 0,8	13,7	3,3	2,4
Agroalimentaire	- 1,4	0,3	5,8	- 1,7	4,9	2,4	2,9
Construction	3,8	2,7	0,0	- 6,4	11,7	4,9	- 0,3
Commerce	0,3	0,5	- 0,1	1,8	23,5	0,3	2,5
Services marchands, dont :	- 0,8	0,4	0,9	0,9	51,1	4,2	1,5
Transports et entreposage	- 1,1	1,1	0,6	- 0,4	9,6	3,3	0,1
Hébergement et restauration	1,9	- 0,6	0,8	4,8	6,3	8,3	7,0
Information et communication	2,4	2,9	- 2,1	0,2	2,9	- 1,8	3,3
Activités financières et d'assurance	0,7	- 0,3	0,7	- 0,3	4,8	2,5	0,8
Activités immobilières	- 1,7	- 0,1	2,6	0,1	1,8	6,1	0,8
Activités scientifiques et techniques ; services adm. et de soutien, dont	- 1,9	2,5	0,9	1,9	17,3	3,5	3,3
<i>activités de services, adm. et de soutien</i>	- 3,7	4,1	1,8	3,7	12,4	6,4	5,8
Autres activités de services	- 1,7	- 3,8	2,5	- 1,5	8,4	7,0	- 4,6

p. données provisoires

Source : Insee, Estimations d'emploi.

L'emploi dans les activités immobilières et financières et d'assurance progresse moins qu'en 2015 (+ 0,8 % contre + 6,1 % dans les activités immobilières en 2015 et + 0,8 % contre + 2,5 % dans les activités financières et d'assurance en 2015).

Les transports et l'entreposage créent peu d'emplois, contrairement à 2015, (+ 0,1 % après + 3,3 %). À l'inverse, l'emploi recule dans les « Autres activités de services » (- 4,6 % après + 7,0 %), pénalisé par le secteur associatif (- 11,4 %, après + 8,6 %).

La dynamique de la construction s'essouffle

L'emploi dans la construction ne confirme pas sa reprise de 2015 : - 0,3 % après + 4,9 % en 2015. Le secteur ne parvient pas à retrouver le niveau d'emploi de la fin 2012, tandis que les pertes d'effectifs de 2008 et de 2009 ne sont toujours pas compensées. La baisse de 1,7 % des effectifs dans les travaux de construction spécialisés

pèse sur l'emploi de la construction en 2016. En revanche, l'emploi dans la construction de bâtiments et le génie civil reste dynamique (respectivement + 3,5 % et + 3,2 %). ■

Avertissements

Le champ de diffusion de l'emploi salarié marchand a été revu depuis le 4^e trimestre 2015. Il a été réduit pour se caler sur celui des régions métropolitaines. Ce champ exclut l'agriculture, les secteurs principalement non marchands et les salariés des particuliers employeurs.

De plus, les données d'emploi salarié marchand sont révisées d'un trimestre à l'autre, notamment à la suite d'une expertise complémentaire de la source Urssaf, réalisée par l'Insee. Jusqu'à la publication du 3^e trimestre 2015, la série diffusée ne tenait pas compte de ces révisions. Les données publiées prennent désormais en compte ces révisions. Elles sont ainsi définitives jusqu'au 2^e trimestre 2016 et provisoires pour les 3^e et 4^e trimestres 2016. Les évolutions sont mesurées sur l'ensemble de l'année n, c'est-à-dire entre le 4^e trimestre de l'année n-1 et le 4^e trimestre de l'année n.

La demande d'emploi se stabilise quasiment en 2016

En 2016, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A augmente très faiblement, de 0,2 %, à La Réunion alors qu'il recule au niveau national (- 2,9 %). Cette légère hausse se concentre sur les seniors et les demandeurs d'emploi de longue durée. En revanche, la situation continue de s'améliorer pour les jeunes. Le nombre de personnes bénéficiaires d'un contrat aidé diminue de près de 10 % après plusieurs années de croissance. En 2016, 24 700 nouveaux contrats aidés sont signés soit une baisse de 5,6 % par rapport à l'année précédente. Cette baisse se concentre sur le secteur non marchand tandis que les signatures augmentent dans le secteur marchand (+ 54 %).

Maurice Colliez, Direction régionale des entreprises et de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de La Réunion (Dieccte)

Fin décembre 2016, à La Réunion, 161 900 personnes sont inscrites à Pôle emploi et recherchent un emploi (catégories A, B, C, figure 1, définitions). Parmi elles, 136 900 sont sans emploi (catégorie A) et 25 000 exercent une activité réduite (catégories B et C).

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A augmente moins rapidement en 2016 (+ 0,2 % contre + 1,2 % en 2015). En France, la demande d'emploi recule : - 2,9 %. À La Réunion, la hausse se concentre principalement sur les mois de janvier (+ 0,9 %) et février (+ 0,5 %).

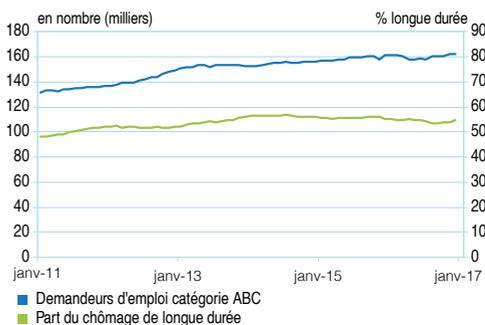
Toutefois, le nombre de demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi en raison d'une formation (catégorie D) progresse fortement en 2016 (+ 26,2 %), en lien avec le plan « 500 000 formations supplémentaires pour les personnes en recherche d'emploi ».

En parallèle, le **taux de chômage** au sens du Bureau international du travail (BIT) s'élève à 22,4 % à

La Réunion en 2016. Il baisse de 1,7 point sur un an. Cette baisse s'explique par la hausse de l'emploi (+ 1,6 %) mais également par une baisse inédite de la population active, en lien avec le recul de l'activité féminine.

1 La demande d'emploi augmente peu en 2016

Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie ABC à La Réunion et part du chômage de longue durée depuis 2011



Sources : STMT, Pôle emploi, Dares.

Toujours plus de demandeurs d'emploi parmi les séniors

Le retour à l'emploi reste très difficile pour les 50 ans ou plus. Les seniors demeurent le public le plus nombreux en 2016 : un demandeur d'emploi sur quatre est âgé de 50 ans ou plus. Leur nombre augmente de 6,4 % à La Réunion, contre + 2,2 % en métropole.

En revanche, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi de catégorie A continue de baisser, mais moins qu'en 2015 (- 1,4 % contre - 10,3 % en 2015). Fin 2016, 19000 jeunes de moins de 25 ans sont inscrits en catégorie A. Ils continuent de profiter des mesures d'aide et d'accompagnement proposées par l'État, comme le Contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) ou la Garantie Jeunes.

Comme en 2015, plus de la moitié des demandeurs d'emploi sont inscrits depuis au moins un an (89000 inscrits, soit 55 % contre 44 % en métropole). Le nombre de DEFM de longue durée augmente de 0,2 % en 2016.

Moins de contrats aidés en 2016

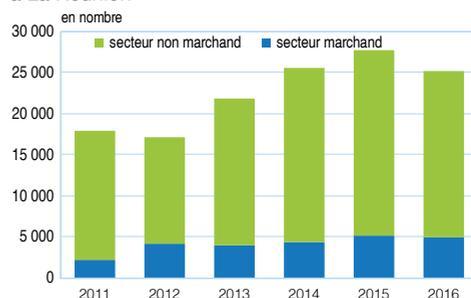
Fin 2016, le nombre de bénéficiaires d'un contrat aidé diminue (-9,3 % par rapport à 2015) (figure 2). Cette baisse marque un coup d'arrêt après plusieurs années de hausses consécutives. Toutefois, le nombre de bénéficiaires reste, à La Réunion, à un niveau élevé : 25 100 personnes fin 2016. Huit bénéficiaires sur dix travaillent dans le secteur non marchand. Cependant, la part des contrats aidés marchands continue d'augmenter : 19 % fin 2016 contre 17 % en 2015.

Par ailleurs, la durée moyenne des contrats diminue en 2016 : 12,5 mois contre 13,5 mois en 2015. Cette baisse résulte essentiellement des contrats initiative emploi (CIE) conclus pour une durée moyenne de 10 mois.

Avec 24 700 contrats aidés signés en 2016, le nombre de nouveaux contrats baisse de 5,6 % depuis 2015, en lien avec la contraction des financements affectés à ces contrats. Cependant, l'objectif physique global de contrats fixé par l'État a été dépassé.

2 25 100 contrats aidés en 2016

Nombre de bénéficiaires de contrats aidés à La Réunion



Source : Dares.

Des aides réorientées en partie vers le secteur marchand

C'est le recours aux contrats aidés dans le secteur non marchand qui diminue : 20 000 nouveaux contrats aidés sont signés en 2016, soit 3 000 de moins qu'en 2015.

En revanche, dans le secteur marchand, les recrutements progressent fortement en 2016 (+ 54 %, soit 4 700 nouveaux contrats). Une ordonnance du 1er janvier 2016 prévoit en effet la suppression du contrat d'accès à l'emploi (CAE-DOM) et l'extension et l'adaptation du Contrat initiative emploi (CIE) dans les départements d'outre-mer. L'État s'est appuyé sur la mise en place de ce nouveau contrat pour développer les contrats aidés du secteur marchand à La Réunion. ■

Reprise des créations d'entreprises en 2016

Avec plus de 6 000 entreprises nouvelles, les créations d'entreprises augmentent de 3,6 % en 2016 à La Réunion. Cette hausse est portée par les créations dans les secteurs des services aux particuliers (+ 11 % après - 13 % en 2015) et de l'industrie (+ 8 %). En revanche, les immatriculations de micro-entrepreneurs fléchissent à nouveau (- 5 %). Elles ne représentent que 17 % des créations contre 41 % en France. Le taux de création d'entreprises s'établit en 2016 à La Réunion à 11,8 % en deçà de la moyenne nationale (12,8 %).

Claude Touzet, Nathalie Poley, Insee

Dans le secteur marchand non agricole, 6 080 entreprises ont été créées à La Réunion en 2016, contre 5 870 en 2015 (*figure 1*). En recul depuis cinq ans, les créations d'entreprises rebondissent en 2016 : + 3,6 % après - 7,8 % en 2015 et - 1,8 % en 2014.

Les créations d'entreprises sont également en hausse en France métropolitaine (+ 5,6 %), ainsi

qu'aux Antilles. En revanche, elles baissent en Guyane (- 6,5 %) et à Mayotte (- 3,3 %).

Le **taux de création (définitions)** augmente de 0,1 point pour atteindre 11,8 % (12,8 % en France métropolitaine). La Réunion se situe au 7^e rang des nouvelles régions françaises, entre la Nouvelle-Aquitaine et les Pays de la Loire.

1 Les créations d'entreprises augmentent de 3,6 %

Créations et défaillances d'entreprises en 2016

	La Réunion	France métropolitaine
Créations (en nombre)	6 080	538 340
Évolution 2015 / 2016 (en %)	3,6	5,6
Part des micro-entrepreneurs (en %)	17,4	40,9
Taux de création ¹ (en %)	11,8	12,8
Défaillances² (en nombre)	590	56 650
Évolution 2015 / 2016 (en %)	2,1	- 8,1
Taux de défaillance ¹ (en %)	1,1	1,3

Notes : Données brutes

1. Nombre de créations ou défaillances rapporté au stock d'entreprises au 1^{er} janvier 2016.

2. En date du jugement.

Champ : activités marchandes non agricoles.

Sources : Insee, REE (*répertoire des entreprises et des établissements Sirene*) ; Banque de France, Fiben.

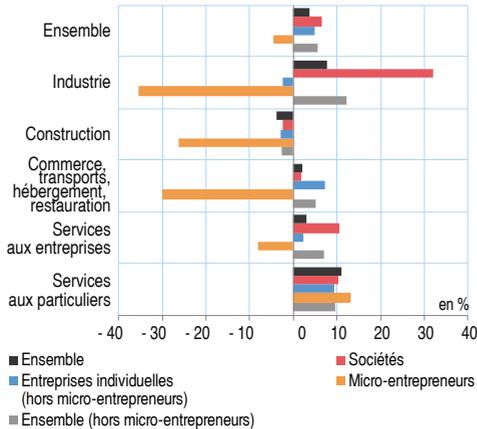
Un regain des créations dans tous les secteurs, sauf dans la construction

En 2016, les créations d'entreprises augmentent dans la plupart des secteurs d'activité (*figure 2*). Le secteur des services aux particuliers progresse fortement : + 11 % après - 13 % en 2015. Il contribue pour plus de la moitié à la hausse globale des créations. Celles-ci sont également en hausse de 8 % dans l'industrie, de 3 % dans les services aux entreprises et de 2 % dans le commerce, transport, hébergement et restauration. À l'opposé, moins d'entreprises sont créées dans la construction (- 4 %), après une légère augmentation en 2015 (+ 1 %).

Le nombre de nouvelles sociétés s'accroît de 6,4 % en 2016 avec une forte hausse dans

2 Hausse des créations dans la plupart des secteurs

Évolution des créations d'entreprises par catégorie juridique et secteur d'activité à La Réunion



Note : données brutes.

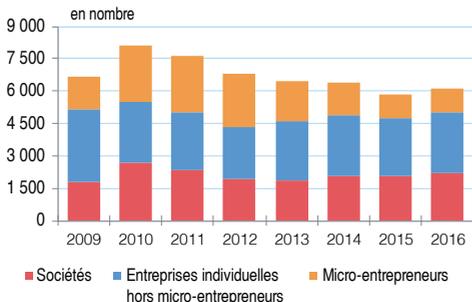
Champ : activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (répertoire des entreprises et des établissements Sirene).

l'industrie (+ 32 %) et dans les services aux entreprises et aux particuliers (respectivement + 11 % et + 10 %). Les sociétés représentent en 2016 un tiers de l'ensemble des créations (figure 3). Les immatriculations d'entreprises

3 Plus d'un tiers des créations sont des sociétés

Créations d'entreprises par catégorie juridique à La Réunion



Note : données brutes.

Champ : activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (répertoire des entreprises et des établissements Sirene).

individuelles hors micro-entrepreneurs augmentent également (+ 4,8 %), après une baisse de 3 % en 2015. Leur part se maintient à 47 % de l'ensemble des créations.

Nouveau recul des immatriculations de micro-entrepreneurs

Le statut de micro-entrepreneur est peu utilisé à La Réunion avec seulement 17 % des créations, contre 41 % en France métropolitaine. Les immatriculations de micro-entrepreneurs sont en légère baisse en 2016 avec 1050 demandes, contre 1100 en 2015. Le nombre de créations sous ce statut reste nettement inférieur aux 2500 immatriculations enregistrées en moyenne chaque année à La Réunion entre 2010 et 2012.

Ce repli de 5 % des immatriculations de micro-entrepreneurs en 2016 est beaucoup moins marqué qu'en 2015 (- 26 %). Le secteur « commerce, transports, hébergement et restauration » contribue à la moitié de cette baisse, avec une diminution des créations de micro-entreprises de 30 % en 2016. Les autres secteurs sont également en repli, excepté celui des services aux particuliers (+ 13 %).

Hors micro-entrepreneurs, les créations d'entreprises augmentent de 5,5 % à La Réunion en 2016.

Augmentation du nombre de défaillances

En 2016, 590 défaillances d'entreprises ont été prononcées à La Réunion. Elles sont en hausse de 2,1 % par rapport à 2015, alors qu'elles baissent sensiblement en métropole (- 8,1 %). Le taux de défaillance à La Réunion reste cependant inférieur à la moyenne nationale (1,1 % contre 1,3 %), en lien avec le poids relativement faible des micro-entrepreneurs. ■

Les revenus agricoles poursuivent leur progression en 2016

Les revenus nets des entreprises agricoles progressent de 5,4 % en 2016. Ils bénéficient d'une légère hausse de la valeur totale de la production agricole, qui s'établit à 415 millions d'euros, ainsi que d'une baisse du coût des consommations intermédiaires. Malgré une campagne sucrière en demi-teinte, la production végétale augmente (+ 0,5 %), tirée par les fruits et les légumes. La production animale s'accroît également (+ 1,7 %), du fait d'une hausse des abattages dans la filière porcine.

Nicolas Cambronne, Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (Daaf)

En 2016, la production agricole à La Réunion progresse de 0,8 % en valeur et atteint 415 millions d'euros (*figure 1*). Dans le même

temps, les consommations intermédiaires reculent de 2,1 %, du fait d'une diminution du poids des postes alimentation animale et intrants

1 Troisième année consécutive de hausse des revenus agricoles

Valorisation de la production agricole

	2013	2014	2015 ¹	2016 ²	Évolution 2016/2015
	en millions d'euros				en %
Production agricole (en valeur)	395,0	402,5	411,9	415,4	0,8
Dont :					
Production totale de biens³	391,0	398,5	407,9	411,3	0,8
Production végétale, dont	281,1	284,6	289,4	290,8	0,5
Canne à sucre	130,7	131,13	136,72	135,53	- 0,9
Fruits, légumes et tubercules	126,4	129,5	128,8	131,3	2,0
Production animale	110,0	113,9	118,5	120,5	1,7
Bétail	37,8	37,0	37,9	43,5	14,7
Volailles, œufs	60,2	64,4	68,4	64,8	- 5,2
Autres produits de l'élevage	12,0	12,5	12,2	12,2	- 0,2
Consommations intermédiaires	213,8	207,5	199,8	195,7	- 2,1
Valeur ajoutée brute	181,3	195,0	212,1	219,6	3,6
Revenu net d'entreprise agricole	123,8	136,3	152,4	160,6	5,4
Résultat agricole⁴	180,8	194,4	211,5	219,2	3,6

1. chiffres semi-définitifs ; 2. chiffres provisoires ; 3. y compris aides directes aux productions (aides canne dont prime bagasse-énergie, aides POSEI à la production, ADMCA, PPR, PAB) ; hors subventions (ICHN, MAE, calamités) ; 4. correspond à la valeur totale des productions et subventions (ICHN, MAE, calamités) diminuée des consommations intermédiaires, impôts et amortissements.

Source : Agreste, Daaf Réunion.

(engrais et produits phytosanitaires) dans les comptes des exploitations. La valeur ajoutée brute agricole et le résultat net global du secteur progressent tous deux de 3,6 % en 2016 (pour s'établir autour de 220 millions d'euros). Dans ces conditions, les revenus nets des entreprises agricoles progressent de 8 millions d'euros en un an (+ 5,4 %). C'est la troisième année consécutive qu'ils augmentent.

Une campagne sucrière en demi-teinte

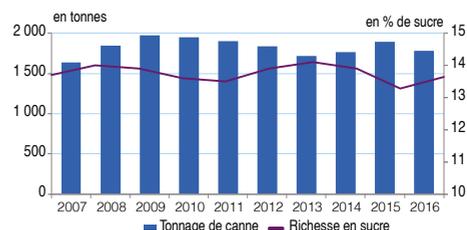
La production végétale augmente légèrement (+ 0,5 %) et s'établit désormais à 291 millions d'euros. Culture pivot de l'agriculture réunionnaise, la canne à sucre affiche un résultat contrasté (figure 2). Les deux usines sucrières de l'île ont broyé 1,8 million de tonnes de canne, soit 6 % de moins qu'en 2015. Pour autant, la richesse en sucre augmente, ce qui limite la baisse de la valeur de la production de canne (- 0,9 %). La richesse en sucre approche en 2016 sa moyenne décennale.

Le premier volet de la convention canne signée en juin 2015 entre les planteurs, les industriels et l'État a pris fin à la clôture de la campagne sucrière 2016. Dans un contexte de suppression des quotas sucriers en 2017, les termes de cette convention doivent être renégociés avant le démarrage de la campagne 2017, afin de fixer les nouvelles règles et engagements de chacune des parties jusqu'en 2021.

Dans les filières fruits et légumes, les conditions climatiques favorables et le maintien des prix payés aux producteurs, notamment pour les choux, pommes de terre, choux et ananas, ont permis une hausse sensible de la valeur de la production (+ 2 %).

2 La richesse en sucre compense en partie la baisse du tonnage de canne livrée

Tonnage de canne récoltée et richesse en sucre à La Réunion



Source : Centre Technique Interprofessionnel de la Canne et du Sucre.

Les filières d'élevage augmentent leur production

La production agricole animale augmente de 1,7 % : elle atteint 121 millions d'euros en 2016. L'augmentation des abattages dans la filière porcine explique principalement cette hausse. La filière porcine, en crise depuis fin 2015, a activé en 2016 un mécanisme de soutien du Programme européen de mesures spécifiques liées à l'éloignement et à l'insularité (Posei) aidant à la régulation du marché. Cette mesure a permis d'écouler un stock important d'animaux.

Principale filière animale de l'île en volume et en valeur, la production de la filière volailles diminue pour la première fois depuis 10 ans (5,6 % en valeur). La production locale sature désormais le marché du frais mais se trouve aujourd'hui fortement concurrencée par les produits congelés importés.

De son côté, la production de viande bovine augmente de 2,7 % en 2016. Avec une production de 18,6 millions de litres de lait, la filière laitière stabilise sa production depuis 2013. ■

La construction de logements peine à redémarrer

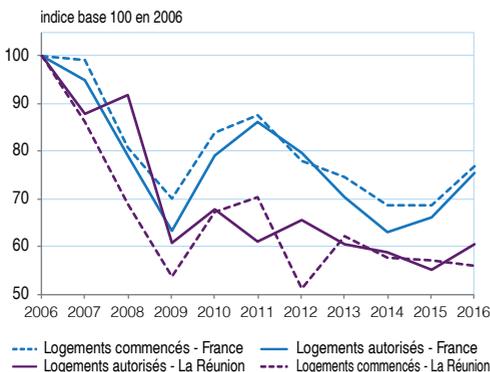
En 2016, le nombre de logements autorisés à la construction repart à la hausse (+ 9 %), après trois années consécutives de baisse. En revanche, seuls 6 900 logements sont mis en chantier soit un nouveau recul de 2 %, après une année 2015 particulièrement faible en autorisations. Dans le parc locatif social neuf, le recul est particulièrement marqué, avec une chute de 39 % des mises en chantier. Cependant, les financements de logements locatifs neufs progressent et repassent la barre des 2 000 logements, en augmentation de 22 % par rapport à 2015.

Audrey Besnard et Claire Grangé, Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Deal)

En 2016, les autorisations de construction de logement repartent à la hausse (+ 9 % après - 6 % en 2015) (*figure 1, définitions*). Ainsi, 8 300 autorisations sont délivrées en 2016. Cette progression accompagne la croissance déjà amorcée depuis 2015 au niveau national (+ 14 % en 2016 après + 5 %).

1 Les autorisations repartent à la hausse

Évolution de la construction de logements



Source : SOeS, Sit@del2. Estimations en date réelle à fin février 2017.

Reprise des autorisations de construction

Depuis dix ans, le niveau des autorisations de logements reste faible à La Réunion, notamment depuis la crise de 2008. L'année 2015 marquait

un point bas. Après trois années consécutives de baisse, la reprise des autorisations en 2016 permet de retrouver un niveau équivalent à 2013 (*figure 1*).

Les projets de construction d'appartements progressent davantage que ceux de maisons individuelles (+ 11 % contre + 8 %). Comme en 2015, l'habitat collectif reste néanmoins minoritaire dans les autorisations en 2016 (48 %); cela n'a cependant pas toujours été le cas (60 % entre 2006 et 2008).

Plus d'autorisations de construction sont enregistrées dans toutes les régions réunionnaises à l'exception de l'Est (- 17 %), qui avait connu une année 2015 favorable. L'Ouest et le Nord renouent en revanche avec la croissance (respectivement + 20 % et + 9 %). Dans le Sud, la progression en 2016 est identique à celle de 2015 (+ 11 %).

Les mises en chantier de logements sociaux reculent fortement

Malgré une reprise des autorisations de logements en 2016, les mises en chantiers continuent de diminuer (*figure 2*). Ainsi,

6 900 logements sont mis en chantiers en 2016, soit 2 % de moins qu'en 2015 (+ 12 % en France).

Après une légère reprise en 2015, les mises en chantier de **logements locatifs sociaux** neufs (LLTS, LLS, PLS) reculent fortement en 2016 (- 39 %). De 2 600 en 2015, leur nombre chute à 1 580. Les mises en chantier dépendent des programmations financières antérieures. Dans la majorité des cas, une opération est mise en chantier l'année qui suit son financement. Or, les financements ont régulièrement diminué entre 2012 et 2015, passant de 4 350 logements financés à 1 880, niveau le plus bas enregistré depuis 2010.

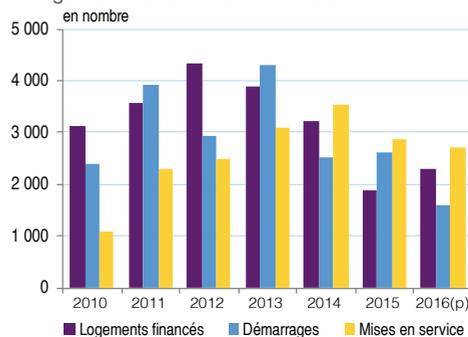
En 2016, les financements repartent néanmoins à la hausse, pour atteindre 2 280 logements locatifs sociaux neufs (+ 22 % sur un an). En 2017, le niveau de la programmation devrait se situer aux alentours de 2 000 logements. Les mises en chantier devraient aussi s'établir à ce même niveau, qui correspond au nombre moyen de logements financés entre 2015 et 2017.

Les livraisons de logements locatifs sociaux neufs se tassent également en 2016 : 2 700 logements sont livrés (- 6 %). La majorité des projets sont livrés trois ans après leur financement. Toutefois, suite à la refonte du système de garantie des emprunts au logement social, de nombreuses mises en chantier n'ont pu avoir lieu en 2012 et sont donc reportées sur les années suivantes. Ces reports ont permis d'amortir la baisse des livraisons sur les années récentes. En 2017, les livraisons, comme les mises en chantier, devraient s'établir autour de 2 000 logements.

Après une année 2015 exceptionnelle, 410 mises en chantier de réhabilitations du

2 Les mises en chantier de logements sociaux reculent de 39 %

Financements, mises en chantier et livraisons de logements locatifs sociaux neufs



(p) provisoire

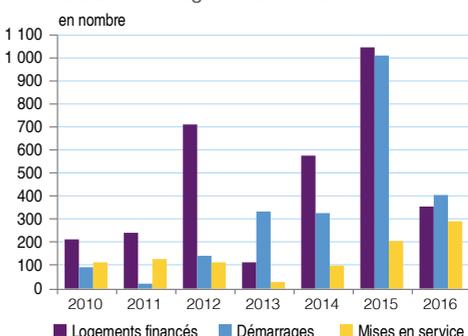
Sources : Deal, SHLS ; SOeS-Deal, RPLS 2016 pour les mises en service 2010-2015.

parc locatif social sont comptabilisées en 2016 (figure 3). Les réhabilitations de l'année 2015 (1 010 démarrages) étaient largement composées d'opérations de rénovation urbaine en retard.

En 2017, les mises en chantier et le financement des nouvelles opérations de réhabilitation devraient repartir à la hausse (700 logements prévus dans les deux cas). ■

3 410 chantiers de réhabilitation lancés en 2016

Réhabilitations de logements locatifs sociaux



Source : Deal, SHLS.

La fréquentation hôtelière augmente de 13 % en 2016

Avec près de 1,2 million de nuitées en 2016, la fréquentation des hôtels réunionnais continue sa progression amorcée en 2015. Toutes les micro-régions bénéficient de ce dynamisme, en particulier les établissements de l'Ouest et du Sud. C'est dans les hôtels 3 étoiles que la fréquentation progresse le plus (+ 25 %), en lien notamment avec l'ouverture ou le classement de quatre nouveaux hôtels dans cette catégorie. Seuls les hôtels non classés sont en recul sur l'année. Le taux d'occupation s'établit à 60 %.

Nathalie Poleya et Bourahima Ali Hadhurami, Insee

L'année 2016 est marquée par un accroissement de la fréquentation dans les établissements hôteliers de cinq chambres ou plus à La Réunion. Cette embellie est en grande partie due à l'ouverture de trois nouveaux hôtels 3 étoiles et d'un nouvel hôtel 5 étoiles au cours de l'année 2015.

Deuxième année consécutive de hausse

Avec 1,2 million de nuitées (*définitions*), la fréquentation des hôtels réunionnais est en hausse pour la deuxième année consécutive. Elle progresse de 13 % en 2016 après 11 % en 2015 (*figure 1*). Les nouveaux établissements contribuent aux deux tiers de cette embellie.

Le nombre de chambres occupées augmente également fortement en 2016 (+ 10 %). Du fait de l'ouverture de nouveaux hôtels, l'offre de chambres est aussi en forte croissance (+ 11 %). Le taux d'occupation recule donc légèrement en 2016, passant de 61 % à 60 % (*figure 2*).

1 La fréquentation hôtelière en hausse de 13 % en 2016

Fréquentation hôtelière en 2016 à La Réunion

	2015	2016 (p)	Évolution
	nombre		en %
Nombre de nuitées	1 024 100	1 155 500	12,8
Non classés	179 500	161 300	- 10,1
1 ou 2 étoiles	160 600	171 500	6,8
3 étoiles	407 100	510 900	25,5
4 ou 5 étoiles	276 900	311 800	12,6
Nord et Est	252 400	270 600	7,2
Ouest	518 600	600 500	15,8
Sud	253 100	284 400	12,4
Offre de chambres	990 500	1 098 200	10,9
Chambres occupées	604 200	662 400	9,6

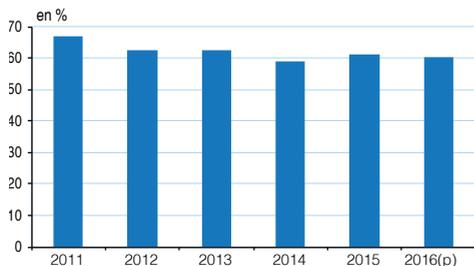
(p) : provisoire

Champ : établissements hôteliers de cinq chambres ou plus.

Source : Insee, DGE - Enquête de fréquentation hôtelière.

2 Le taux d'occupation recule de 0,7 point en 2016

Taux d'occupation annuel de 2011 à 2016 à La Réunion



(p) : provisoire

Champ : établissements hôteliers de cinq chambres ou plus.

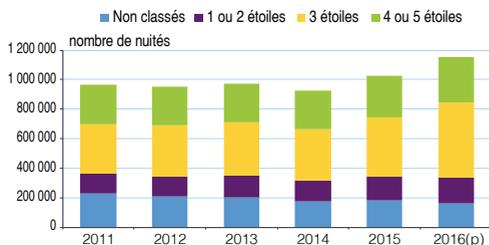
Source : Insee, DGE - Enquête de fréquentation hôtelière.

Portée par les ouvertures et nouveaux classements d'établissements, la fréquentation est particulièrement dynamique dans les hôtels 3 étoiles (+ 25 %) et haut de gamme, 4 ou 5 étoiles (+ 13 %). En revanche, elle recule dans les hôtels non classés (- 10 %) du fait d'une baisse de l'offre liée au nouveau classement de deux établissements (*figure 3*).

Les hôtels de l'Ouest et du Sud sont les premiers bénéficiaires de cette hausse de la fréquentation : respectivement + 16 % et + 12 %.

3 Le dynamisme des hôtels 3 étoiles

Répartition des nuitées par catégorie d'hôtels entre 2011 et 2016



(p) : provisoire

Champ : établissements hôteliers de cinq chambres ou plus.

Source : Insee, DGE - Enquête de fréquentation hôtelière.

La clientèle française toujours majoritaire

La clientèle française, qui comprend la clientèle locale, reste largement majoritaire : elle représente 87 % des nuitées. Sa fréquentation progresse de 14 % en 2016. La clientèle étrangère augmente également, mais plus modérément (+ 3 %). Les Allemands et les Suisses représentent 40 % des nuitées des étrangers dans les hôtels.

La fréquentation croît tout au long de l'année 2016. Mais c'est au 1^{er} trimestre que l'embellie est la plus marquée : + 19 % de nuitées par rapport au 1^{er} trimestre 2015. ■

Le tourisme international progresse de 3,9 %

En 2016, selon l'Organisation mondiale du tourisme, le tourisme international progresse pour la septième année consécutive et atteint 1,2 milliard de touristes (+ 4 %). L'Asie et le Pacifique sont les destinations les plus dynamiques (+ 8 %). L'Afrique bénéficie d'un rebond (+ 8 % après - 3 % en 2015) et se rapproche de la tête du classement des destinations touristiques. L'Amérique maintient son élan (+ 4 %). L'Europe affiche en revanche des résultats plus mitigés (+ 2 %). Concernant l'océan Indien, la fréquentation touristique croît notamment à Maurice (+ 11 %) et aux Seychelles (+ 10 %).

Champ de l'étude

L'enquête de fréquentation dans l'hôtellerie concerne depuis janvier 2014 tous les hôtels de cinq chambres ou plus, qu'ils soient classés ou non. Elle concerne toute la clientèle, que celle-ci soit résidente à La Réunion ou non.

Les résultats présentés ici portent à La Réunion sur 78 hôtels, dont 57 sont classés et 21 non classés.

En 2016, les trafics aérien et maritime restent dynamiques

En 2016, le transport aérien de passagers augmente de 1,5 % après + 3 % en 2015. Les liaisons avec la métropole restent les plus empruntées. De leur côté, les croisières maritimes sont en plein essor (+ 85 %).

Le transport de marchandises, essentiellement maritime, augmente fortement (+ 16 %). Enfin, les immatriculations de véhicules neufs poursuivent leur progression pour la troisième année consécutive (+ 7 %).

Sébastien Ajir, Insee

En 2016, le trafic aérien de passagers poursuit sa progression : + 1,5 % après + 3 % en 2015. Après plusieurs années moroses, l'année 2015 avait en effet été marquée par un retournement de tendance. Les aéroports réunionnais ont ainsi accueilli 2,2 millions de passagers en 2016 (*figure 1*). La hausse des flux de voyageurs avec la métropole et Maurice explique en grande partie cette augmentation.

L'aéroport de Roland Garros concentre l'essentiel du trafic (96 % des passagers). À Pierrefonds, le trafic de passagers continue de progresser en 2016 (+ 5 %). Il s'agit exclusivement de passagers en provenance ou à destination de Maurice (83 000 passagers).

Un trafic aérien de passagers tourné vers la métropole et Maurice

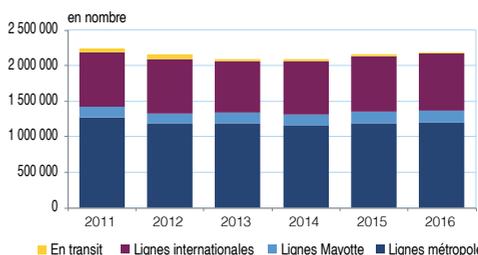
Plus de 6 passagers sur 10, soit 1,4 million, voyagent sur des lignes domestiques (vers la métropole, Mayotte ou Pierrefonds-Roland Garros). Le trafic national se fait essentiellement avec la métropole (1,2 million de passagers).

En outre, 154 000 passagers sont à destination ou en provenance de Mayotte.

Le nombre de passagers vers la métropole augmente de 2 % en 2016. Du fait de l'ouverture en juin 2016 d'une nouvelle ligne directe Mayotte-Paris, beaucoup moins de passagers empruntent la ligne vers et depuis Mayotte (- 10 %).

1 Le trafic aérien de passagers augmente en 2016

Nombre de passagers aériens en provenance et à destination de La Réunion de 2011 à 2016



Source : Union des aéroports français.

En 2016, le trafic aérien de La Réunion avec l'international augmente, comme en 2015, de 4 %. Il atteint un record avec 809 000 passagers.

La première liaison reste Maurice (595 000 passagers, + 3,5 %), puis Madagascar (132 000 passagers, + 1,5 %).

Les autres liaisons internationales représentent moins de 4 % du total des passagers. La Thaïlande, l'Afrique du Sud et l'Inde sont plus attractives en 2016 qu'en 2015 (respectivement + 16 %, + 20 % et + 53 %), tandis que les Seychelles (- 1 %) et les Comores (- 3 %) sont un peu moins prisées.

Le trafic maritime de passagers continue d'augmenter fortement grâce à l'essor des croisières, qui représentent dorénavant la quasi-totalité du trafic maritime de passagers : le nombre de croisiéristes s'élève ainsi à 37 000 en 2016, en hausse de 85 % par rapport à 2015 et atteignant ainsi un nouveau record. En revanche, le trafic de passagers inter-îles chute nettement (1 100 entrées et sorties de passagers, soit - 50 % par rapport à 2015), avec l'arrêt des traversées de passagers vers l'île Maurice des navires *Mauritius Pride* et *Trochetia*.

Un transport de marchandises essentiellement maritime

Hors matériaux liés au chantier de la Nouvelle route du littoral, 5,38 millions de tonnes de marchandises sont transportées par bateau en 2016 (arrivées et sorties cumulées). Le transport maritime de marchandises augmente ainsi de 16 % entre 2015 et 2016 et atteint un niveau record (*figure 2*). En ajoutant les matériaux liés au chantier de la Nouvelle route du littoral, en forte chute sur l'année écoulée (- 90 %), ce sont plus de 5,4 millions de tonnes qui ont été transportées.

L'achèvement de l'extension du Port Est fin 2015, la mise en service d'un nouveau portique en juin 2016 et l'ouverture de nouvelles lignes maritimes ont permis un développement rapide de l'activité conteneurs. Ainsi, le trafic de marchandises par conteneurs augmente fortement en 2016 (+ 31 % en volume), grâce notamment à la progression du transbordement (transfert de chargement) entre navires.

Le fret aérien progresse (27 100 tonnes, soit + 3 % par rapport à 2015), contrairement au trafic postal (5 700 tonnes, - 1 % par rapport à 2015).

2 En 2016, le transport maritime augmente de 16 %

Trafic maritime de marchandises à La Réunion de 2011 à 2016 (hors matériaux du chantier de la Nouvelle route du littoral)

	Trafic global	Nombre de conteneurs	Évolution
	en tonnes	en équivalent vingt pieds	en %
2011	4 145 600	220 300	-
2012	4 098 900	221 400	- 1,1
2013	4 017 000	213 000	- 2,0
2014	4 291 800	240 100	6,8
2015	4 656 000	248 300	8,5
2016	5 380 000	324 700	15,6

Source : Port Réunion.

Les immatriculations de voitures neuves toujours en hausse

Les ventes de véhicules neufs continuent d'augmenter en 2016 (+ 7 %). Elles sont soutenues principalement par les particuliers (+ 6 %, soit 23 700 immatriculations). Les immatriculations de véhicules utilitaires légers neufs continuent aussi leur progression (+ 8 %, 5 400 immatriculations).

Par ailleurs, 3 750 deux-roues motorisés ont été immatriculés en 2016 (+ 11 %). ■

Une activité bancaire solide en 2016

Soutenues par une bancarisation de plus en plus développée à La Réunion, les banques poursuivent leurs transformations : 7 milliards de transactions par carte sont enregistrées en 2016, en hausse de 3,5 %. Les actifs financiers détenus augmentent également de 4,3 %, avec une large préférence pour les liquidités. En 2016, les encours de crédits restent en outre dynamiques, portés essentiellement par les crédits à la consommation des ménages (+ 6,2 %). Les encours de crédits des sociétés non financières augmentent en revanche deux fois moins vite qu'en 2015 (+ 2,4 % en 2016). En parallèle, les banques continuent d'assainir leurs créances douteuses. Le produit net bancaire progresse de 1,1 %.

Service « Études et suivi des établissements de crédit », agence IEDOM de La Réunion

En 2016, la fusion entre la Caisse d'épargne et de prévoyance Provence-Alpes-Corse (Cepac) et la Banque de La Réunion réduit la place bancaire réunionnaise (21 établissements contre 22 en 2015). Les banques profitent de conditions financières exceptionnelles, notamment des taux d'intérêt négatifs. En développant par exemple des métiers de conseil et de contrôle du risque, elles diversifient leurs revenus.

Une poursuite de la bancarisation

L'économie réunionnaise a de plus en plus recours aux banques. Ainsi, plus de cartes de retrait ou de paiement sont en circulation (+ 3,5 % en 2016). Il en résulte 7 milliards d'euros de transaction pour 100 millions d'opérations. La moitié d'entre elles sont des retraits d'espèces, soit deux fois plus qu'en métropole. Les autres transactions correspondent à des paiements par cartes bancaires.

L'encours moyen d'un compte de **dépôt à vue** augmente, passant de 6 110 euros en 2015 à 6 650 en 2016 (*définitions*). Toutefois, le nombre de

comptes diminue pour la première fois à la suite de l'application de la loi Eckert. Elle impose en effet un recensement et un transfert des comptes inactifs à la Caisse des dépôts et consignation (CDC).

Forte augmentation des actifs financiers détenus

En 2016, les actifs financiers des agents économiques réunionnais (ménages, entreprises et administrations), constitués des liquidités et des produits d'**épargne à long terme**, augmentent au même rythme qu'en 2015 (+ 4,3 % après + 4,1 %). Ils s'élèvent à 13,5 milliards d'euros, dont 559 millions d'euros collectés uniquement en 2016. C'est la plus grande collecte d'actifs financiers réalisée depuis 2007.

En lien avec la faible rémunération des produits d'épargne, la préférence des agents économiques pour la liquidité reste marquée. Les dépôts à vue augmentent ainsi de 15,1 % en 2016 (+ 11,7 % en 2015). La croissance est particulièrement forte pour les encours des sociétés non financières

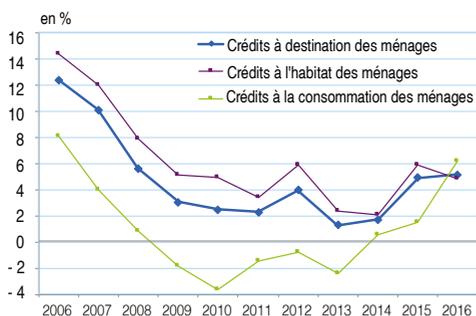
(SNF), en lien avec le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). En revanche, du côté des ménages, l'augmentation des dépôts à vue est moins forte qu'en 2015, ce qui suggère un arbitrage en faveur de la consommation compte tenu de la baisse quasi généralisée des produits de placements.

Croissance des crédits tirée par les ménages

Essentiellement stimulée par les ménages, les encours de crédits continuent de progresser (+ 2,6 %). En effet, les conditions d'emprunts sont toujours attractives en 2016. Ainsi, les encours de crédits souscrits par les ménages augmentent aussi vite en 2016 qu'en 2015 (+ 5,1 % après + 5,0 %), portés par les crédits à la consommation (+ 6,2 % après + 1,4 % en 2015) (*figure 1*). Les crédits à l'habitat augmentent également fortement (+ 4,9 % après + 5,9 % en 2015).

1 Les crédits à la consommation des ménages augmentent de 6,2 % en 2016

Évolution des encours de crédits des ménages en fin d'année, en glissement annuel



Source : ledom.

Du côté des SNF, les encours de crédits augmentent deux fois moins qu'en 2015 (+ 2,4 % contre + 4,6 %). Ce ralentissement s'explique

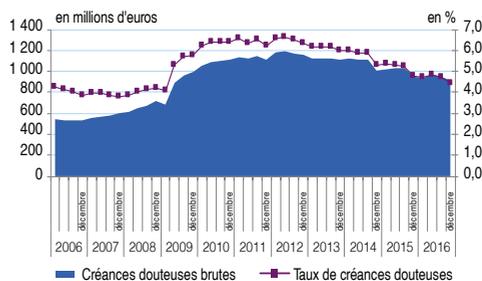
par une baisse des crédits d'exploitation (- 3,2 % contre + 9,5 % en 2015), liée à la hausse des liquidités sur les dépôts à vue et par une moindre croissance des encours à l'habitat (+ 3,0 % contre + 5,0 %), notamment vers les bailleurs sociaux. La croissance des crédits d'investissement reste en revanche solide (+ 4,0 % et + 3,9 % en 2015), tandis que l'encours de crédits aux collectivités locales baisse de 0,4 % (+ 14,6 % en 2015).

Baisse des créances douteuses et rentabilité solide du système bancaire

Les **créances douteuses** continuent de diminuer en 2016 (- 4,6 % en 2016) (*figure 2*). Depuis 2012, elles ont baissé de 250 millions d'euros. Leur poids s'établit désormais à 4,4 % des encours bruts totaux contre 6,6 % en juin 2012.

2 Les créances douteuses diminuent de 4,6 % en 2016

Évolutions trimestrielles des encours de créances douteuses et de leur poids



Source : ledom.

En 2016, le **résultat net** des banques locales, équivalent au bénéfice, affiche une baisse de 16 % (90 millions d'euros), en raison d'une hausse exceptionnelle des frais généraux. Le **produit net bancaire**, qui correspond à la marge brute dégagée par les banques, progresse de 1,1 % (470,5 millions d'euros). ■

L'économie française accélère à peine en 2016

En 2016, la reprise de l'activité se poursuit dans la zone euro (+ 1,6 % après + 1,5 %) et en France (+ 1,2 % après + 1,1 % en 2015). Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011 en France. La consommation des ménages dynamise la demande et compense le déficit du commerce extérieur et le déstockage des entreprises. La consommation des ménages augmente grâce à la hausse du pouvoir d'achat. L'emploi progresse et le taux de chômage baisse de 0,2 point en 2016 en France métropolitaine.

Clément Bortoli, Division Synthèse conjoncturelle (Insee)

En 2016, l'activité mondiale augmente à un rythme presque identique à celui des années précédentes : + 3,0 % après + 3,1 % en 2015 et + 3,4 % en 2014. L'activité reprend quelques couleurs dans les pays émergents après un fort ralentissement l'année passée : la croissance économique chinoise se stabilise, après cinq années de diminution, et l'activité se contracte moins fortement qu'en 2015 chez les grands exportateurs de matières premières que sont le Brésil et la Russie.

Dans les économies avancées, l'activité ralentit (+ 1,7 % après + 2,0 % en 2015) essentiellement du fait des États-Unis (+ 1,6 % après + 2,6 %) où la demande des entreprises s'infléchit nettement, notamment dans le secteur minier. La croissance britannique reste allante, un peu moins toutefois que l'année précédente (+ 1,8 % après + 2,2 %).

Dans la zone euro, la reprise se confirme : + 1,6 % après + 1,5 %. Plusieurs facteurs externes favorisent l'activité européenne. D'une part, la baisse des cours du pétrole et des autres matières premières, entamée en 2015, se prolonge en 2016, ce qui soutient le pouvoir

d'achat des ménages, et donc leur consommation. D'autre part, la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) reste accommodante en maintenant les taux d'intérêt à un niveau faible et en soutenant la reprise du crédit aux entreprises, ce qui favorise leur investissement. Les disparités de croissance demeurent : elle est plus soutenue en Espagne et en Allemagne qu'en France et en Italie.

Au total, le commerce mondial ralentit en 2016, à + 1,5 %, soit sa plus faible croissance depuis 2009, essentiellement du fait de l'atonie persistante des importations émergentes et du ralentissement américain.

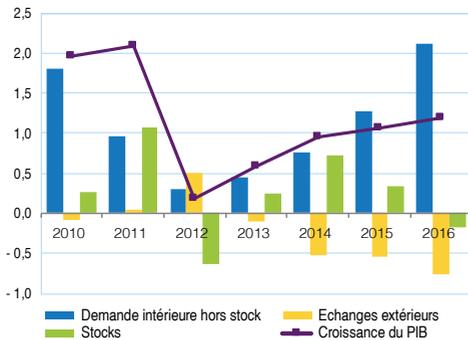
L'économie française accélère à peine en 2016

Dans le mouvement européen, la croissance française s'élève légèrement : le PIB (produit intérieur brut) progresse de 1,2 % en volume, après + 1,1 % en 2015. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011 (*figure 1*).

La demande intérieure hors stocks accélère nettement (contribution de + 2,1 points à la croissance du PIB en 2016 contre + 1,3 point en 2015), portée par les ménages : leur consommation gagne en dynamisme (+ 2,3 % après + 1,4 %), dans le sillage de leur pouvoir d'achat, et leur investissement rebondit après plusieurs années de repli (+ 2,4 % après - 2,1 %). Du côté de la demande publique, la consommation des administrations accélère légèrement (+ 1,3 % après + 1,1 %) tandis que leur investissement cesse quasiment de diminuer (- 0,1 % après - 3,0 %). Enfin, l'investissement des entreprises non financières accélère un peu plus encore (+ 3,6 % après + 3,1 %).

1 Une demande intérieure dynamique

Contributions des principaux agrégats à la croissance du PIB (en points) et évolutions annuelles du PIB (en %)



Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

En revanche, le comportement de stockage des entreprises se retourne (contribuant pour - 0,2 point à la croissance annuelle, après + 0,3 point en 2015) et le commerce extérieur pèse davantage sur la croissance qu'en 2015 (- 0,8 point contre - 0,5 point) : en effet, les exportations ralentissent fortement alors que les importations gardent un rythme soutenu.

L'emploi total accélère

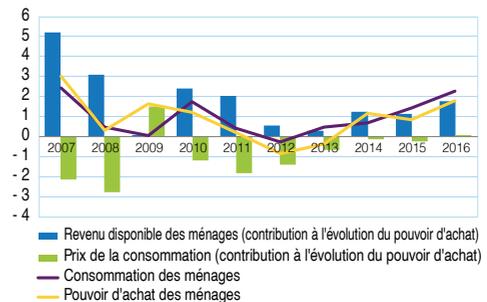
L'emploi total accélère : + 215 000 sur un an fin 2016, après + 121 000 un an auparavant. Il est porté par l'emploi salarié marchand non agricole (+ 193 000 après + 99 000), qui bénéficie de la légère accélération de l'activité marchande et des dispositifs de baisse du coût du travail qui enrichissent la croissance en emploi. Ainsi, le taux de chômage en France entière continue de baisser modérément, passant de 10,2 % fin 2015 à 10,0 % fin 2016.

Le pouvoir d'achat des ménages accélère nettement

En moyenne annuelle, les prix de la consommation se replient légèrement en 2016 (- 0,1 % après + 0,3 %), tandis que le revenu disponible des ménages accélère (+ 1,7 % après + 1,1 %). Ainsi, le pouvoir d'achat des ménages gagne de la vigueur (+ 1,8 % après + 0,8 %), retrouvant une croissance inédite depuis 2007 (figure 2).

2 Le regain de pouvoir d'achat a permis aux ménages de consommer davantage

Évolutions annuelles (en %) et contributions (en points)



Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

La croissance mauricienne reste soutenue

En 2016, la croissance économique à Maurice s'établit à + 3,7 % après + 3,5 % en 2015. Elle est soutenue par la bonne performance du secteur des services. La plupart des voyants économiques sont au vert : la consommation continue de progresser, l'investissement rebondit, tandis que le déficit commercial se réduit.

Meethoo Jawahir, Statistics Mauritius

En 2016, la croissance économique à Maurice reste soutenue et à un niveau proche de celui de 2015 (figure 1). Le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) en volume est ainsi de 3,7 % après 3,5 % en 2015. En valeur, le PIB augmente de 6,0 % pour atteindre 434 milliards de roupies (10,9 milliards d'euros). Le PIB par habitant progresse de 5,9 %, passant de 324 300 roupies en 2015 à 343 600 roupies en 2016 (8 660 euros).

Une consommation toujours forte

La consommation finale des ménages et des administrations publiques reste forte : elle augmente de 2,8 % en volume (+ 2,7 % en 2015). La consommation finale des ménages reste la principale composante du PIB (environ 74 %).

Après plusieurs années de baisse, l'investissement rebondit nettement : + 3,4 % en 2016 (- 5,4 % en 2015). C'est le secteur privé qui soutient cette relance (+ 5,7 % en 2016 après - 7,6 % en 2015). En revanche, l'investissement public chute de 2,9 %, alors qu'il progressait de 1,0 % en 2015.

Pour autant, le taux d'investissement diminue légèrement, passant de 17,4 % en 2015 à 17,2 % en 2016. Le taux d'investissement privé augmente, passant de 12,6 % en 2015 à 12,8 % en 2016, tandis que le taux d'investissement public diminue : 4,4 % en 2016 contre 4,7 % en 2015.

1 Le PIB augmente de 3,7 % en volume en 2016

Indicateurs macroéconomiques à Maurice

	2015(r)	2016(p)
PIB (milliards de roupies)	409,5	434,2
PIB par habitant (en roupies)	324 278	343 572
PIB par habitant (en euros)	8 173	8 659
Taux de croissance en volume (en %)		
PIB	3,5	3,7
Consommation finale	2,7	2,8
Investissement	- 5,4	3,4
Taux d'investissement (en % PIB)	17,4	17,2
Taux d'épargne (en % PIB)	10,4	11,1
Solde des échanges extérieurs de biens et services (en % PIB)	- 10,1	- 9,4
Déficit budgétaire (en % PIB)	2,8	3,4
Inflation (en %)	1,3	1,0
Taux de chômage (en %)	7,9	7,3

(r) révisé (p) provisoire

Source : Statistics Mauritius.

Le déficit commercial se réduit

En 2016, le solde du commerce extérieur est en déficit de 40,8 milliards de roupies (1 milliard d'euros). Ce déficit se réduit néanmoins pour la troisième année consécutive. En conséquence, le déficit commercial passe de 10,1 % du PIB en 2015 à 9,4 % en 2016. Hors avions et bateaux, il atteint 9,1 % en 2016.

Les importations de biens et de services augmentent peu en volume (+ 0,2 %, après + 6,2 % en 2015), du fait d'une baisse importante des importations de services (- 8,4 %).

À l'inverse, les exportations de biens et de services chutent de 5,2 % en volume (- 0,7 % en 2015). La baisse des exportations de biens (- 11,2 %) est atténuée par la stabilisation des exportations de services (+ 0,1 %).

L'industrie manufacturière et la construction sont en berne

En 2016, la valeur ajoutée brute augmente de 3,5 % (+ 3,0 % en 2015). À l'exception de l'industrie manufacturière et de la construction, tous les secteurs de l'économie sont en croissance (figure 2).

Après un net recul en 2015 (- 4,9 %), la valeur ajoutée du secteur de la construction est stable en 2016. Cette stabilité fait suite au déclin enregistré au premier semestre.

Secteur clé de l'économie mauricienne, l'industrie manufacturière baisse légèrement de 0,1 % après une croissance nulle en 2015. L'année 2016 est principalement marquée par le repli du textile (- 5,5 % après - 2,8 % en 2015). Cette baisse est partiellement compensée par la croissance de la fabrication du sucre (+ 7,0 %),

de l'agroalimentaire (hors sucre, + 1,5 %) et des autres secteurs manufacturiers (+ 3,2 %).

Les services, secteur moteur de la reprise

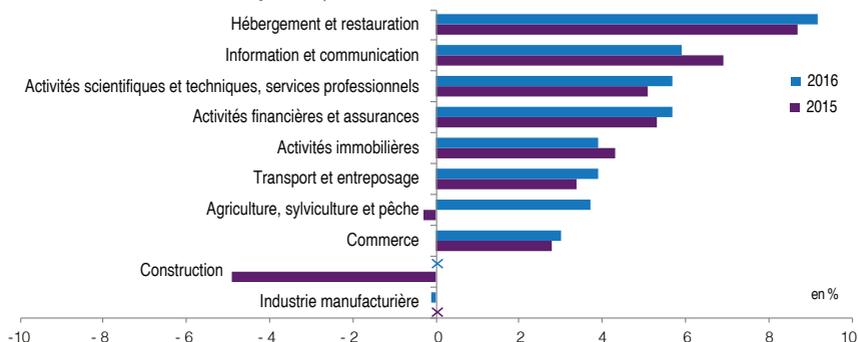
La valeur ajoutée progresse en revanche fortement dans les services en 2016, ce qui soutient la croissance du PIB. En particulier, la valeur ajoutée du secteur de l'hébergement et de la restauration augmente de nouveau fortement : + 9,2 % après + 8,7 % en 2015. Ce secteur bénéficie d'un tourisme plus dynamique : 1,3 million de touristes après 1,2 million en 2015. Les recettes touristiques atteignent ainsi 55,9 milliards de roupies (1,4 milliard d'euros) contre 50,2 milliards en 2015.

La valeur ajoutée des services financiers continue également de progresser (+ 5,7 %, après + 5,3 % en 2015). Enfin, la croissance reste soutenue dans le commerce (+ 3,0 %).

Désormais, le secteur des services financiers est le premier contributeur à la croissance de la valeur ajoutée totale (0,7 point). Les secteurs « hébergement-restauration » et « commerce » contribuent respectivement à hauteur de 0,6 et 0,4 point à la croissance de la valeur ajoutée brute. ■

2 Une industrie manufacturière qui stagne

Taux de croissance de la valeur ajoutée par secteur à Maurice



Source : Statistics Mauritius.

Ralentissement de la croissance dans la zone océan Indien

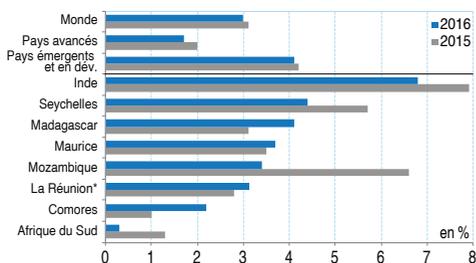
L'activité économique stagne en Afrique du Sud et reste faible aux Comores, tandis que la croissance marque le pas aux Seychelles et surtout au Mozambique. Elle reste en revanche dynamique en Inde et à Maurice et progresse à Madagascar.

Sébastien Seguin, Insee

En 2016, l'économie continue de se redresser vivement en **Inde** : le produit intérieur brut (PIB) augmente de 6,8 % (figure 1), à un rythme aussi rapide qu'en Chine (+ 6,7 %). L'inflation se maintient (+ 4,9 %). L'économie profite de réformes structurelles et d'un regain de confiance des acteurs économiques.

1 Faible croissance en Afrique du Sud en 2016

Taux de croissance du PIB en volume en 2015 et 2016



(*) : estimations

Sources : Fonds monétaire international (traitements Insee), Statistics Mauritius pour Maurice ; Cerom, comptes rapides pour La Réunion.

L'activité économique stagne en **Afrique du Sud** en 2016 (+ 0,3 %), malgré le rebond du prix du charbon et l'amélioration de la demande extérieure. Toutefois, l'activité économique pâtit d'incertitudes en matière de politique économique, de cours des matières premières qui restent bas et d'une consommation des ménages toujours atone.

À **Madagascar**, la croissance est plus forte en 2016 (+ 4,1 % après + 3,1 %) car les secteurs d'activité phares comme l'agroalimentaire, le tourisme ou

les travaux publics sont mieux orientés. Mais La Grande Île souffre d'une instabilité politique persistante et de faibles capacités financières.

La croissance économique ralentit aux **Seychelles** : + 4,4 % en 2016, après + 5,7 % en 2015. Si l'archipel bénéficie toujours des bons résultats du tourisme (+ 10 % de visiteurs), les investissements hôteliers et immobiliers qui soutiennent l'activité ont été en revanche moins nombreux en 2016. La croissance reste par ailleurs soutenue à **Maurice** (+ 3,7 % après + 3,5 % en 2015).

Au **Mozambique**, la croissance économique est divisée par deux en 2016 (+ 3,4 %) par rapport à 2015. Ce fort ralentissement est le résultat d'une conjonction de plusieurs facteurs : baisse des investissements étrangers depuis trois ans, faiblesse des cours des matières premières, difficultés dans le secteur agricole liées à une sécheresse extrême, ralentissement économique chez ses grands partenaires et révélation de dettes cachées en avril 2016.

La croissance économique reste modérée aux **Comores** (+ 2,2 %). Les secteurs d'activité continuent en effet de souffrir de pénuries d'électricité. En outre, les tensions budgétaires s'aggravent à cause de recettes fiscales très limitées. ■

Définitions

Définitions

Économie régionale

Une grandeur économique peut se mesurer de deux façons différentes : en prix courants, c'est-à-dire **en valeur**, ou en prix constants, c'est-à-dire **en volume**. Pour mesurer la **croissance économique**, on s'intéresse aux variations du PIB en volume, c'est-à-dire abstraction faite de la variation des prix.

Trois déflateurs sont principalement utilisés pour tenir compte des évolutions de prix :

- **l'indice des prix à la consommation** : c'est l'instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante.

- **les prix de la dépense de consommation finale des ménages**. Ce déflateur s'appuie, pour la majorité des produits, sur les évolutions de prix collectés pour les besoins de l'indice des prix à la consommation (IPC). Cependant, le champ des produits suivis en comptabilité nationale est plus large que celui de l'IPC. En outre, le déflateur de la dépense de consommation donne un poids différent de celui de l'IPC aux divers postes de la consommation. Il se fonde sur leur poids courant dans la dépense de consommation alors que l'IPC s'appuie sur leur poids passé.

- **les prix du PIB** : c'est le déflateur du PIB, qui synthétise les évolutions de prix de toutes les composantes du PIB (consommation finale des ménages, des administrations, investissements, exportations et importations, etc.). (cf. [Insee Première N°1554](#))

Consommation-Revenus

Le **revenu disponible brut des ménages** (RDBM) est constitué des revenus d'activité perçus (salariés et revenus des non-salariés), des prestations sociales versées, du solde des revenus du patrimoine (intérêts et revenus

financiers reçus moins ceux versés), ainsi que du solde des autres transferts (notamment assurances). Du total de ces revenus sont déduits les cotisations sociales et les impôts directs payés par les ménages (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, CSG, CRDS).

Marché du travail

Les **demandeurs d'emploi** sont classés en 5 catégories, les plus couramment citées étant les catégories A, B ou C. La **catégorie A** regroupe les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ; la **catégorie B** regroupe ceux qui sont tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte ; la catégorie C regroupe les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue.

Le **taux de chômage** est le rapport entre le nombre de chômeurs et le nombre de personnes actives (en emploi ou au chômage) parmi les personnes âgées de 15 ans ou plus. **Un chômeur au sens du Bureau international du travail (BIT)** est une personne de 15 ans ou plus qui n'a pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours d'une semaine de référence, est disponible pour travailler dans les deux semaines et a entrepris des démarches actives de recherche d'emploi dans le mois précédent, ou a trouvé un emploi qui commence dans les 3 mois.

Démographie des entreprises

Le **taux de création (ou de défaillance)** d'entreprises est le rapport du nombre des créations (ou de défaillances) d'entreprises d'une année au stock d'entreprises au 1er janvier de cette même année.

Logement

Le nombre d'**autorisations de construction** ou de **mises en chantier** est estimé à partir des

informations disponibles dans la base de données Sit@del2. Cette base de données rassemble les informations relatives aux autorisations de construire (permis accordés) et aux mises en chantier transmises par les communes à la Deal Réunion.

En matière de logement, des séries d'estimations en date réelle sont produites et révisées mensuellement pour évaluer le nombre d'autorisations et de mises en chantier. Sur la base des données collectées, ces séries intègrent une estimation de l'information non encore remontée. Les annulations ne sont pas retranchées.

Les logements du **parc locatif social** sont regroupés en trois catégories selon leur mode de financement :

- les **logements locatifs très sociaux (LLTS)** sont destinés au public le plus défavorisé. Ils sont accessibles avec un plafond annuel de ressources (revenu fiscal de référence) fixé à 13575 euros au 1^{er} janvier 2016 pour une personne seule ;
- les **logements locatifs sociaux (LLS)** sont également destinés aux ménages à revenus modestes. Le plafond annuel de ressources est fixé à 18100 euros au 1^{er} janvier 2016 pour une personne seule ;
- les logements intermédiaires (PLS – prêt locatif social) sont destinés à des ménages un peu plus aisés, avec un plafond de ressources fixé à 23530 euros au 1^{er} janvier 2016 pour une personne seule.

Fréquentation hôtelière

Les **nuitées** correspondent au nombre total de nuits passées par les clients dans un établissement ; deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent ainsi pour six nuitées de même que six personnes ne séjournant qu'une nuit.

Le **taux d'occupation** est le rapport entre le nombre de chambres occupées et le nombre de chambres offertes par les hôtels ouverts.

Système bancaire

Créance douteuse : titre de créance dont on n'est pas sûr d'obtenir le remboursement à l'échéance, la plupart du temps du fait de la mauvaise santé financière du débiteur, et pour laquelle il faut donc passer une provision.

Dépôt à vue : dépôt de fonds effectué par un agent économique (ménage, entreprise, etc.) sur un compte bancaire ouvert auprès d'un établissement de crédit. Il a pour caractéristique de pouvoir être restitué à tout moment sur simple demande.

Épargne à long terme : placements non liquides, présentant des risques éventuellement élevés de perte en capital ou en rémunération, comprenant notamment les plans d'épargne logement, l'épargne en actions et en obligations et l'assurance-vie.

Le **produit net bancaire (PNB)** représente la différence entre les produits et les charges d'exploitation bancaires hors intérêts sur créances douteuses mais y compris les dotations et reprises de provisions pour dépréciation des titres de placement.

Résultat net : c'est la différence entre les produits et les charges de l'ensemble des établissements financiers (établissements de crédit et sociétés de financement) composant le système bancaire réunionnais.

Coordination Direction régionale de l'Insee La Réunion-Mayotte

Contributions Daaf Réunion, Deal Réunion, Dieccte Réunion,
Agence IEDOM Réunion, Statistics Mauritius

Auteurs Sébastien Ajir (Insee)
Bouharima Ali Hadhurami (Insee)
Audrey Besnard (Deal)
Clément Bortoli (Insee DG)
Nicolas Cambronne (Daaf)
Maurice Colliez (Dieccte)
Antonin Creignou (Insee)
Bérangère Duploux (Insee)
Claire Grangé (Deal)
Meethoo Jawahir (Statistics Mauritius)
Nathalie Poleya (Insee)
Philippe Paillole (Insee)
Sébastien Seguin (Insee)
Nathalie Stephan (Insee)
Claude Touzet (Insee)
Agence IEDOM Réunion

Directrice de publication Valérie Roux
Direction régionale de l'Insee La Réunion-Mayotte

Rédaction en chef Julie Boé

Mise en page Studio Ogham

Imprimeur Pole Impression

Retrouvez cette publication sur le site de l'insee : <http://www.insee.fr>



imprimé à l'imprimerie Delort sur papier écologique

DELORT

© INSEE 2017

Bilan économique 2016

La croissance s'installe

En 2016, à La Réunion, la croissance économique s'établit à 3,1 %. Le pouvoir d'achat augmente de 3,2 %, soit sa plus forte progression depuis 2007. La consommation des ménages et l'investissement sont particulièrement dynamiques. En contrepartie, les importations augmentent fortement et le solde du commerce extérieur se dégrade, malgré un rebond des exportations.

Le marché du travail poursuit sa rémission : la demande d'emploi est quasiment stable (+ 0,2 %), tandis que l'emploi augmente (+ 1,6 %). Au final, le taux de chômage recule et s'établit à son plus bas niveau historique (22,4 %), même s'il reste deux fois plus élevé qu'en métropole.

Les créations d'entreprises repartent à la hausse en 2016. La production et les revenus agricoles augmentent de concert. L'hôtellerie profite de nouveau d'une belle embellie. En parallèle, l'activité bancaire s'avère solide : progression du nombre de transactions, d'actifs et de crédits. Seul le secteur de la construction peine : l'emploi salarié marchand recule et la construction de logements reste en berne.

Au sein d'une zone euro qui confirme sa reprise, l'économie française accélère légèrement : + 1,2 % après + 1,1 % en 2015, soit sa plus forte croissance depuis 2011. Dans l'océan Indien, la croissance ralentit, mais elle reste soutenue à Maurice.

N°3

Juin 2017

ISSN : 2275-4318 (imprimé)

ISSN : 2272-3765 (en ligne)

Insee La Réunion - Mayotte

Parc technologique

10, rue Demarne - CS 72011

97443 Saint-Denis Cedex 9